LA CRISE MONDIALE DU SIDA : QUATRE ACTIONS PROPOSÉES AU CANADA

Un programme d'action de la société civile

Plus de 40 millions de personnes vivent avec le VIH/sida, dans le monde. Cette année seulement, plus de 5 millions de gens contracteront le VIH. Quatre-vingt quinze p. cent (95 %) de ces personnes vivent dans le monde en développement. Seulement 1,6 million de personnes reçoivent des médicaments antirétroviraux, bien que presque 7 millions en auraient besoin dès maintenant, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). L'appui à la prévention, un ingrédient pourtant essentiel à vaincre la pandémie, accuse également un sérieux retard.

La pandémie du sida fait reculer les progrès de développement, dans plusieurs pays, et nuit à leur capacité de répondre aux besoins de leurs peuples. La pandémie est alimentée par la stigmatisation, la discrimination ainsi que par la violation de droits humains, notamment à l'égard des femmes et des filles; et en même temps, elle perpétue ces problèmes. L'inégalité des sexes expose les femmes et les filles à un plus grand risque de contracter le VIH, et elle entrave leur accès à la prévention du VIH, aux traitements, aux soins et au soutien.

Lors du Sommet du G8 de juillet 2005, les dirigeants des plus riches nations industrialisées, dont le Canada, se sont engagés à développer et à mettre en œuvre une réponse complète au sida, et à parvenir d'ici 2010 à l'accès universel aux traitements pour le VIH/sida. Une action soutenue sera nécessaire à l'atteinte de cette promesse.

Pays hôte du Congrès international sur le sida tenu à Toronto du 13 au 28 août 2006, le Canada doit faire preuve de leadership. Voici quatre éléments proposés au Canada, afin qu'il fasse sa part :

- Payer notre juste part de la prévention et des traitements dans les pays en développement.
- Investir dans les systèmes publics de santé, dans le monde en développement.
- Annuler les dettes des pays en développement afin de libérer des ressources pour la lutte au sida et à la pauvreté.
- Concrétiser les engagements à rendre les médicaments abordables dans les pays en développement.

Février 2007

GROUPE POUR L'ACCÈS MONDIAL AUX TRAITEMENTS
GAMT

Canadian HIV/AIDS Legal Network | Réseau juridique canadien VIH/sida

KAIROS

Interagency Coalition on AIDS and Development | Coalition interagence sida et développement

Canadian Crossroads International | Carrefour Canadien International

Oxfam Canada | Oxfam Québec

Congrès du travail du Canada | Canadian Labour Congress

The North-South Institute • L'Institut Nord-Sud

Foster Parents Plan | Plan de parrainage

care

Save the Children Canada

Results Canada | Résultats Canada

CPAR

Droits et Démocratie | Rights & Democracy
Centre international des droits de la personne et du développement démocratique
International Centre for Human Rights and Democratic Development

CCIC CCCI
CANADA'S COALITION TO END GLOBAL POVERTY
ENSEMBLE POUR ÉLIMINER LA PAUVRETÉ DANS LE MONDE

STUDENTS AGAINST GLOBAL AIDS

CANADIAN SOCIETY FOR INTERNATIONAL HEALTH | LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DE SANTÉ INTERNATIONALE

cap aids

World Vision

Le Groupe pour l'accès mondial aux traitements (GAMT) est un groupe de travail réunissant des organismes de développement international, de droits humains, d'aide humanitaire, de lutte au VIH/sida ainsi que des syndicats et des groupes confessionnels, dans le but d'améliorer l'accès aux médicaments essentiels et à d'autres aspects de la prévention, des soins et traitements pour le VIH et du soutien pour les personnes vivant avec le VIH/sida dans les pays en développement.

TRAITEMENT ET PRÉVENTION DU VIH/SIDA : QUATRE ACTIONS POUR L'ACCÈS UNIVERSEL

1. PAYER NOTRE JUSTE PART

L'OMS et le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) estiment à 18,1 milliards $US la somme nécessaire en 2007, et à 22,1 milliards celle qu'il faudra mobiliser en 2008, pour combattre la pandémie. Le Canada doit faire sa juste part pour payer le coût de la prévention du VIH ainsi que des soins et traitements pour le VIH/sida, et pour soutenir des programmes de lutte au VIH/sida au Canada et dans le monde. La réponse du Canada devrait être complète et appuyer la lutte au VIH/sida par divers mécanismes bilatéraux, multilatéraux et de la société civile, y compris le soutien du travail international d'organismes non gouvernementaux canadiens.

Nous exhortons le Canada à :

- Doubler le soutien financier, au pays et à l'échelle internationale, pour la recherche et le développement de nouvelles technologies de prévention du VIH comme des microbicides et des vaccins, qui ont une importance particulière pour voir à la vulnérabilité accrue des femmes devant l'infection.
- Fournir 5 % des ressources nécessaires au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, (le plus important mécanisme multilatéral pour l'expansion d'initiatives de prévention, de soins, de traitement et de soutien), chaque année pendant cinq ans.
- Annoncer un échéancier d'augmentation de l'assistance canadienne au développement pour atteindre la cible longtemps promise de 0,7 % du revenu national brut, à l'instar d'autres pays.

2. INVESTIR DANS LES SYSTÈMES PUBLICS DE SANTÉ

Un préalable essentiel à l'amélioration de la santé et à la lutte contre la maladie est un système public de soins de santé qui soit fonctionnel et sans but lucratif. La dégradation des infrastructures, le manque chronique de financement, l'effritement de la main-d'œuvre et la migration de travailleurs de la santé ont détérioré les systèmes de santé dans plusieurs pays en développement, tandis que le fardeau de maladies s'est alourdi.

Le manque d'intervenants formés en soins de la santé, en particulier en Afrique subsaharienne et dans la Caraïbe, en partie à cause du recrutement qu'y font des pays riches, y compris le Canada, affecte la capacité des pays en développement de prévenir l'infection et de traiter et soigner leurs malades.

Nous exhortons le Canada à :

- Fournir de l'aide au développement, afin que les systèmes publics de soins de santé dans les pays en développement puissent fournir des services de traitement et de prévention du VIH.
- Soutenir une meilleure rétention des travailleurs de la santé dans les pays en développement, par une aide au développement destinée à des initiatives de formation et à l'amélioration des salaires, des avantages sociaux et des conditions de travail.
- Collaborer avec les gouvernements provinciaux, des universités, des établissements de soins de santé ainsi que des associations et syndicats de professionnels de la santé, afin d'investir dans la formation et la rétention de personnel médical au Canada, en vue de contrer le recrutement actif dans le monde en développement.
- Travailler avec d'autres pays et avec des organisations internationales pour mettre en œuvre des politiques sur la migration et sur le recrutement qui soient mutuellement bénéfiques pour les pays d'origine et de destination.

3. ANNULER LA DETTE

En moyenne, les gouvernements de pays africains paient en service de la dette le triple du montant par habitant qu'ils investissent dans les soins de santé. Des dix pays où les taux de VIH sont les plus élevés, seulement deux — la Zambie et le Mozambique — bénéficieront initialement du plan d'allégement de la dette promis en 2005 par le G8. Au milieu de l'année 2006, ce plan n'avait éliminé que 13 % des dettes des 62 pays les plus lourdement affectés par le sida, les dettes et la pauvreté.

Aux gouvernements qui leur demandent un prêt ou un allégement de dette, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale imposent en outre des conditions strictes, comme des privatisations obligatoires, des frais d'utilisation des services publics, ou des limites dans l'embauche de travailleurs de la santé, ce qui nuit gravement aux efforts de ces pays pour contrôler la pandémie du sida.

Nous exhortons le Canada à :

- Promouvoir l'annulation immédiate et inconditionnelle de 100 % des dettes multilatérales et bilatérales des pays lourdement affectés par le sida, les dettes et la pauvreté.

- Veiller à ce que l'annulation de la dette ne soit pas conditionnelle à des exigences néfastes à la lutte contre la pauvreté et contre la pandémie.

4. RENDRE LES MÉDICAMENTS ABORDABLES

Le prix des médicaments brevetés est un obstacle majeur à l'atteinte de l'universalité des traitements, y compris des médicaments anti-VIH/sida en combinaisons à dose fixe et en formulations pédiatriques.

En 2004, le Parlement canadien a adopté à l'unanimité la *Loi de l'engagement de Jean Chrétien envers l'Afrique,* pour aider les pays en développement à obtenir des médicaments génériques plus abordables, auprès de fabricants canadiens. Bien que la loi soit entrée en vigueur en mai 2005, aucun médicament générique n'a encore été exporté du Canada au moyen de cette loi.

Des éléments dissuasifs qui font partie de cette loi rendent son utilisation peu attrayante pour les compagnies canadiennes de médicaments génériques et les pays en développement. Sans un effort concerté des fabricants génériques et du gouvernement fédéral, il y aura peu de résultats positifs pour les patients. Le gouvernement doit réformer la loi pour la rendre plus facile d'utilisation et plus sensible aux besoins des pays en développement.

Nous exhortons le Canada à :

- Faire connaître, dans les pays en développement, la possibilité d'obtenir des médicaments plus abordables auprès de fabricants génériques canadiens.
- Proposer des rencontres exploratoires entre des fabricants génériques canadiens et les ministères de la Santé de pays en développement.
- Éliminer les éléments de lourdeur bureaucratique qui découragent le recours à cette loi par les fabricants de médicaments génériques et les pays en développement.

Nous exhortons l'industrie canadienne du médicament générique à :

- Chercher des occasions d'exportation de médicaments génériques à des pays en développement.
- Collaborer avec les ministères de la Santé de pays en développement ainsi qu'avec des ONG, pour identifier des médicaments que les fabricants génériques canadiens pourraient produire.
- Faire des efforts particuliers pour développer des médicaments anti-VIH/sida en combinaisons à dose fixe ainsi qu'en formulations pédiatriques.

TENIR PROMESSE

Par les actions proposées dans le présent plan, le Canada ferait sa part pour respecter l'engagement du G8 à une réponse complète au VIH/sida, en vue de l'accès universel aux traitements d'ici à 2010. Le Canada devrait inciter activement tous les pays membres du G8 à agir eux aussi pour concrétiser cet engagement en assurant que l'ordre du jour de toutes les réunions du G8 inclue l'attention à la pandémie mondiale du sida.

Cet appel à l'action est appuyé par :

Africafiles
AIDS Action Now!
AIDS Bow Valley
AIDS Calgary Awareness Association
AIDS Coalition of Cape Breton
AIDS Committee of London
AIDS Committee of Windsor
AIDS Thunder Bay
Alberta Community Council on HIV
Alliance de la Fonction publique du Canada
Alliance de Santé Communautaire Canada-Afrique
Alliance for South Asian AIDS Prevention
Asian Community AIDS Services
Association canadienne de santé publique
Association canadienne des infirmières et infirmiers en sidologie
BC Persons With AIDS Society
British Columbia Nurses Union
Bruce House — Ottawa
Canada Africa Partnership on AIDS
Canadian Coalition on HIV/AIDS and Youth in Africa
Canadian Federation of Nurses Unions
Canadian Feed The Children
Canadian Physicians for Aid and Relief
Canadian Support of Rural African Initiatives
CARE Canada
Carleton University AIDS Awareness Society
Carrefour canadien international
Centre d'étude et de coopération internationale
CHF — Partners in Rural Development
Coalition des organismes communautaires québécois de lutte contre le sida
Coalition interagence sida et développement
Comité du sida d'Ottawa
Conception Bay North AIDS Interest Group Inc.
Congrès du travail du Canada
Conseil canadien de surveillance et d'accès aux traitements
Conseil canadien pour la coopération internationale
CUSO
Defence for Children International — Canada
Développement et Paix
Droits et Démocratie
Église Unie du Canada
Entraide universitaire mondiale du Canada
Fédération canadienne pour la santé sexuelle
Forum Afrique-Canada
Groupe de travail canadien sur le VIH et la réinsertion sociale
Help Lesotho
HIV North Society
Hummingbird Kids Society
Institut Nord-Sud
KAIROS : Pour la justice... par la foi
Lawrence Heights Community Health Centre
Les Métallos
Manitoba Nurses' Union
Mennonite Central Committee
National Union of Public and General Employees
New Brunswick Nurses Union
Newfoundland and Labrador Nurses' Union
Nova Scotia Nurses' Union
Ontario Council for International Cooperation
Ontario Nurses' Association
Oxfam Canada
Oxfam Québec
People to People Aid Organization (Canada) Inc.
People's Health Movement Canada
Plan de parrainage
Point de repères
Primate's World Relief and Development Fund
Prince Edward Island Nurses' Union
Réseau canadien d'info-traitements sida
Réseau juridique canadien VIH/sida
RÉSULTATS Canada
Saskatchewan Union of Nurses
Save the Children Canada
Société canadienne de santé internationale
Société canadienne du sida
STOP TB Canada
Students Against Global AIDS
Syndicat canadien de la function publique
Syndicat national de l`aérospatiale, du transport et des autres travailleurs et travailleuses du Canada (TCA-Canada)
The Marquis Project
Transition House Association
Transition House Association of Nova Scotia
UNICEF Canada
Union for Improved Services, Communication, and Education
United Nurses of Alberta
Vision Mondiale Canada
Western Aboriginal Harm Reduction Society

Pour plus d'information sur le Groupe pour l'accès mondial aux traitements et sur le plaidoyer à l'appui de ce plan d'action, écrire à :

gtag@aidslaw.ca

Ce programme est disponible à www.aidslaw.ca/gamt

LE CHRONO DU SIDA

PERSONNES VIVANT AVEC VIH/SIDA DANS LE MONDE

39,935,327

24 FÉVRIER 2007 @ 12 h 00

FONDS DES NATIONS UNIES POUR LA POPULATION

www.unfpa.org/aids_clock/index.html

Pendant le temps qu'il faut pour lire ce document, on estime que 100 personnes ont contracté le VIH. Agissez dès maintenant.